



Rapport explicatif et commentaire de l'ordonnance sur le numéro d'identification des entreprises (OIDE)

Table des matières

1	Contexte	3
2	Commentaire	4
2.1	Section 1 Entités IDE, services IDE et communication des données IDE.....	4
2.2	Section 2 IDE et ajout IDE	7
2.3	Section 3 Registre IDE.....	9
2.4	Section 4 Numéro administratif.....	13
2.5	Section 5 Publication des données et protection des données	15
2.6	Section 6 Dispositions finales	17
	<i>Annexe (art. 23).....</i>	<i>19</i>

1 Contexte

La loi sur le numéro d'identification des entreprises (LIDE) crée la base légale formelle nécessaire à l'introduction à l'échelle suisse d'un numéro d'identification des entreprises (IDE) unique et univoque. Outre l'introduction de l'IDE, la LIDE règle la création d'un registre IDE autonome et partiellement public, qui va jouer un rôle important pour l'attribution, la gestion, l'utilisation et la consultation de l'IDE.

L'IDE est un élément d'infrastructure déterminant pour toutes les activités de l'économie et de l'administration qui requièrent l'identification ou le référencement des entreprises. Il contribuera à réduire considérablement et durablement le travail administratif des entreprises. Il simplifiera et sécurisera aussi l'échange de données entre les entreprises et l'administration publique, tout comme entre les divers services administratifs à l'échelon fédéral, cantonal et communal. Les bénéfices engendrés par l'IDE sont donc multiples, tant pour l'économie que pour l'administration.

L'IDE revêt également une grande importance dans le contexte de la cyberadministration. Une identification univoque de toutes les entreprises est en effet indispensable pour que les transactions puissent s'opérer sous la forme électronique. A ce titre, l'IDE est la condition sine qua non pour que les échanges de données entre organisations aient lieu sans rupture dans la transmission. Il est le seul moyen de garantir des échanges fiables et efficaces entre l'économie et l'administration.

L'ordonnance sur le numéro d'identification des entreprises (OIDE) règle les questions relatives à l'introduction et à l'exploitation de l'IDE. Elle définit plus précisément les entités IDE et les services IDE, règle l'échange de données entre les services IDE et l'Office fédéral de la statistique (OFS) et fixe la manière de traiter les annonces dans le registre IDE. L'ordonnance fixe aussi la structure de l'IDE et de l'ajout IDE ainsi que l'attribution de l'IDE. Dans une section consacrée au registre IDE, elle donne la liste exhaustive des caractères additionnels et des caractères système du registre (mentionnés de manière sommaire dans la loi) et règle l'exploitation et la prise en charge des coûts du registre IDE. Des précisions sont en outre apportées sur le numéro administratif, sur son attribution ainsi que sur les données enregistrées en lien avec ce numéro. Une autre section s'intéresse à la publication des données et à la protection des données. Sont précisées, entre autres, les règles relatives à la communication de l'IDE dans le cadre de requêtes par lots ainsi que les droits d'annonce et de consultation. Les dispositions finales règlent en particulier quels sont les services IDE pour lesquels le délai d'introduction de l'IDE est ramené de cinq à trois ans et le rôle des services cantonaux de coordination. Enfin, l'OIDE règle le remplacement du numéro du registre du commerce par l'IDE, ainsi que les modifications à apporter à plusieurs ordonnances pour permettre l'échange de données entre des services IDE et l'OFS.

L'entrée en vigueur de l'OIDE est prévue pour le 1^{er} avril 2011.

2 Commentaire

2.1 Section 1 Entités IDE, services IDE et communication des données IDE

Art. 1 Description plus précise des entités IDE

Par entités IDE, on entend toutes les entreprises, unités organisationnelles et institutions qui doivent être enregistrées par l'administration pour des raisons juridiques, administratives ou statistiques. Le législateur a donné intentionnellement un sens large à la notion d'entités IDE afin de couvrir la totalité des acteurs qui composent le tissu économique de la Suisse. L'*art. 1* en précise par conséquent la définition en introduisant des restrictions dans le but de garantir une utilisation raisonnable de l'IDE et d'offrir à l'économie et à l'administration des solutions réalisables qui correspondent à leurs intérêts. Ainsi, les entités qui sont déjà enregistrées dans l'administration publique à des fins administratives seront les seules à obtenir un IDE.

La restriction introduite à l'*al. 1* concerne l'*art. 3, al. 1, let. c, ch. 3, LIDE*, qui définit les personnes physiques qui exploitent une entreprise en la forme commerciale ou exercent une profession libérale comme entités IDE. Ces entités se voient attribuer un IDE seulement si elles sont enregistrées auprès des autorités, c.-à-d. auprès d'un ou de plusieurs services IDE (impôts, AVS, registre du commerce, etc.). Les personnes physiques n'obtiennent pas l'IDE pour elles-mêmes, mais pour leur activité économique ou leur entreprise. Les contacts que des personnes physiques ont avec des autorités en tant que particuliers ou ménages privés, par exemple comme détenteurs d'un véhicule à moteur ou comme employeurs de personnel de maison établissant à ce titre des décomptes AVS, ou les contacts qu'elles ont avec des écoles n'entrent pas en ligne de compte.

L'*al. 2* se rapporte à l'*art. 3, al. 1, let. c, ch. 5, LIDE* et précise que les bénéficiaires institutionnels au sens de l'*art. 2, al. 1, de la loi sur l'Etat hôte*¹ n'entrent pas dans la catégorie des entités IDE et qu'aucun IDE ne leur est par conséquent attribué. Sont en particulier visées les organisations interétatiques, les institutions internationales et les représentations diplomatiques et consulaires.

L'*al. 3* se réfère à l'*art. 3, al. 1, let. c, ch. 6, LIDE* et prévoit qu'aucun IDE n'est attribué à certains détenteurs d'animaux domestiques privés, même si la détention de ces animaux est soumise à autorisation ou à une obligation de contrôle. En conséquence, les personnes physiques qui détiennent d'autres animaux que ceux mentionnés aux *art. 7 et 18a de l'ordonnance sur les épizooties* ne se voient pas attribuer d'IDE. C'est en particulier le cas des détenteurs privés de chats et de chiens. Toutefois, en vertu de la législation sur les épizooties², toutes les unités d'élevage d'animaux à onglons, d'équidés (solipèdes), de volaille domestique, de poissons (à l'exception des poissons d'ornement) et d'abeilles constituent des entités IDE, indépendamment du fait que l'élevage soit à but lucratif ou non. L'identification unique et univoque de ces unités correspond à ce qui est prévu dans la législation sur l'agriculture, sur les denrées alimentaires et sur les épizooties, bien que la distinction entre activité économique et activité privée ne puisse pas être faite de manière systématique.

Art. 2 Enregistrement des services IDE

La notion de service IDE est définie à l'*art. 3, al. 1, let. d, LIDE*. Elle s'applique aux services administratifs de la Confédération, des cantons et des communes, qui gèrent des données sur des entités IDE du fait de leur activité économique et qui doivent pouvoir identifier ces entités dans le cadre de pro-

¹ RS 192.12

² RS 916.401

cessus administratifs. En plus de ces services administratifs, les établissements publics et les établissements privés chargés de tâches de droit public vis-à-vis d'entités IDE constituent également des services IDE. Cette acception large de la notion de service IDE doit permettre aux entreprises de s'identifier à l'aide de l'IDE lors de tous leurs contacts avec des autorités. Il est encore important de préciser que, selon sa structure, le service administratif en question peut comprendre un ou plusieurs services IDE. Certaines unités d'un service administratif peuvent aussi être des services IDE si elles gèrent des registres contenant des données sur des entreprises. L'Administration fédérale des douanes (AFD), par exemple, gère quantité de fichiers de données relatifs à des entreprises. En pareil cas, plusieurs services IDE aux obligations en partie différentes peuvent être définis. Toutefois, chaque service IDE bénéficie des mêmes droits d'accès aux caractères clés et aux caractères additionnels des entités IDE, quelles que soient ses obligations. De plus, tout service IDE est en même temps une entité IDE. Cette situation découle du lien établi entre l'art. 3, al. 1, let. c, ch. 7 et 8, LIDE et l'art 3, al. 1, let. d, LIDE.

Les services IDE jouent un rôle important lors de l'attribution de l'IDE et de la mise à jour des données dans le registre IDE. Ce sont les seuls à être autorisés à transmettre au registre IDE des informations concernant de nouvelles annonces ou des mutations d'entités IDE.

L'art. 2 décrit la procédure à suivre par les services IDE pour se faire enregistrer et gérer comme tels par l'OFS. La définition donnée à l'art. 3, al. 1, let. d, LIDE, permet à un service administratif de déterminer s'il constitue ou non un service IDE. Sont, par exemple, des services IDE les services administratifs qui gèrent des plateformes de données centralisées, mais aussi les registres connectés à ces plateformes. Le service IDE s'annonce donc à l'OFS pour se faire enregistrer et obtenir les droits d'accès. L'OFS met un formulaire d'inscription en ligne afin de faciliter la procédure d'enregistrement. Le service IDE complète ce formulaire et le transmet à l'OFS. La procédure d'enregistrement est une formalité purement administrative, au cours de laquelle l'échange de données via les interfaces peut également être réglé. L'enregistrement des services IDE leur donne le droit de consulter les caractères clés et les caractères additionnels des entités IDE.

Art. 3 Annonce des données IDE

Un ordre de priorité des services IDE a été défini pour garantir que seuls les services IDE autorisés puissent annoncer certaines entités IDE et, aussi, pour régler les cas où les fichiers de données présentent des divergences. En d'autres termes, il est précisé quel service IDE est autorisé en priorité à annoncer une entité ou une modification. Cette règle ne s'applique qu'à la gestion d'informations dans le registre IDE.

L'al. 1 fixe l'ordre de priorité ou la hiérarchie des services IDE autorisés à faire des annonces en priorité. La liste donnée à l'al. 1, let. a à d, énumère tous les services IDE qui sont tenus de remplir les obligations énumérées aux art. 5, al. 1, et 9, al. 1, LIDE, soit : reconnaître l'IDE comme identificateur, le gérer dans leurs fichiers de données et l'utiliser dans leurs relations avec les autres services IDE et avec les entités IDE. Ces services IDE sont en outre tenus d'annoncer les nouvelles entités IDE à l'OFS et de lui communiquer les modifications éventuelles des données, ainsi que la cessation de l'activité économique de toute entité IDE. Tous les autres services IDE qui ne sont pas mentionnés à cet alinéa n'ont que des obligations restreintes (voir les commentaires de l'al. 2).

Conformément à l'art. 9, al. 3, LIDE, les données des registres du commerce sont reprises sans être modifiées. C'est pourquoi ces registres se situent au sommet de la hiérarchie (let. a). Les annonces d'entités juridiques inscrites aux registres cantonaux du commerce ne peuvent pas être faites par d'autres services IDE. Le registre central de l'Office fédéral du registre du commerce se situe au

même niveau de la hiérarchie. Il vérifie les annonces des registres cantonaux et les publie dans l'index central des raisons de commerce.

Au niveau suivant (*let. b*), on trouve la catégorie « registres de branches économiques ». L'inscription dans ces registres produit un effet juridique, lié à la reconnaissance ou à l'autorisation d'exercer une fonction publique. Un avocat ne peut par exemple exercer légalement sa profession que s'il dispose d'une autorisation d'exercice cantonale et que s'il est inscrit au registre des avocats. Au nombre des registres en question figurent les registres cantonaux de l'agriculture, ceux des services vétérinaires cantonaux, des chimistes cantonaux ou des laboratoires cantonaux, le registre de l'Office fédéral de l'agriculture, le registre des professions médicales, les registres cantonaux des avocats et les registres cantonaux des notaires. En ce qui concerne ces derniers, il faut distinguer trois formes de registres: dans les cantons où l'exercice du notariat est libre, le service d'enregistrement compétent fait office de service IDE et chaque notaire qui est enregistré se voit attribuer un IDE. Dans les cantons où la fonction est publique, il n'est pas nécessaire qu'un service IDE joue le rôle de registre de branche, un notaire fonctionnaire peut toutefois faire office de service IDE s'il gère un registre avec des entités IDE (par ex. registre foncier). Dans les cantons prévoyant un système mixte (notaire indépendant et notaire fonctionnaire), le service d'enregistrement compétent est un service IDE et chaque notaire exerçant à titre indépendant se voit attribuer un IDE.

Le niveau suivant est constitué des registres des caisses de compensation AVS, des registres fiscaux cantonaux et du registre des assujettis à la TVA (*let. c*). Ces fichiers de données jouent également un rôle important en permettant l'enregistrement d'entités IDE ne figurant pas dans les registres mentionnés à la *let. a* ou *b*.

Le dernier niveau (*let. d*) regroupe tous les autres services IDE qui sont tenus de remplir les obligations énumérées aux art. 5, al. 1, et 9, al. 1, LIDE. En font partie le Registre des entreprises et des établissements (REE) de l'OFS, les fichiers de données de l'Administration fédérale des douanes concernant les entreprises enregistrées sous l'appellation importatrices ou exportatrices, le système d'information central sur la migration (SYMIC), ainsi que les registres de la Caisse nationale d'assurance (Suva) et des assureurs au sens de l'art. 68 de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents (LAA)³.

L'al. 2 porte sur les autres services IDE qui ne sont pas énumérés à l'al. 1. Conformément aux art. 5, al. 2, LIDE et 9, al. 2, LIDE, ils doivent uniquement reconnaître l'IDE comme identificateur. Cela signifie que les entreprises peuvent s'identifier à l'aide de l'IDE dans leurs contacts avec ces services. Contrairement aux services IDE au sens de l'al. 1, ils sont exemptés de l'obligation de gérer et d'utiliser l'IDE, d'annoncer les nouvelles entités et de communiquer les modifications éventuelles de données. Ils sont toutefois autorisés à exercer, sur une base volontaire, les tâches incombant aux services IDE au sens de l'al. 1. Les annonces faites par des services IDE au sens de l'al. 2 ne sont toutefois enregistrées qu'à condition que le registre d'un service IDE au sens de l'al. 1 n'y ait pas déjà procédé.

Une annonce faite par le service IDE de rang inférieur selon l'ordre des annonces au sens de l'al. 1 n'est pas prise en compte par le registre IDE si l'entité IDE annoncée figure déjà dans une banque de données d'un service IDE de rang supérieur selon l'ordre des annonces au sens de l'al. 1. Dans ce cas, l'annonce est transmise au service IDE prioritaire au sens de l'al. 1, c'est-à-dire au service IDE qui gère l'entité IDE dans son registre et qui est le plus haut placé selon l'ordre des annonces. Le service IDE à l'origine de l'annonce en est informé (*al. 3*). Cette procédure permet de garantir que les services IDE prioritaires sont toujours informés des éventuelles modifications apportées à des don-

³ RS 832.20

Rapport explicatif et commentaire de l'OIDE

nées concernant les entités IDE qu'ils gèrent. Elle assure la qualité et l'actualité des données gérées dans le registre IDE et dans les fichiers des divers services IDE.

Les entités IDE ne peuvent pas s'annoncer elles-mêmes à l'OFS, mais doivent toujours passer par l'intermédiaire d'un service IDE (*al. 4*). Cette procédure garantit entre autres que les données sont soumises à un certain contrôle de plausibilité et de qualité et que les entreprises n'ont pas à assumer de tâches supplémentaires.

Art. 4 Exactitude des données IDE

La LIDE prescrit que les données des registres du commerce sont reprises telles quelles. Conformément à l'*al. 1*, cette disposition s'applique également aux registres de branches économiques précités, l'inscription dans ces registres déployant aussi un effet juridique. Si une entité IDE est inscrite au registre du commerce et dans un registre de branche, l'inscription au registre du commerce est prioritaire conformément à l'ordre des annonces fixé à l'*art. 3, al. 1*.

En complément à l'*art. 3*, l'*art. 4*, règle la procédure à suivre lorsqu'à l'intérieur d'un même niveau hiérarchique au sens de l'*art. 3, al. 1*, il existe certaines divergences. En principe, il y a égalité au sein d'un même niveau. Cela signifie, par exemple, que l'annonce faite par un registre fiscal cantonal ne prime pas celle du registre des assujettis à la TVA. Pour éliminer les divergences entre deux registres du même niveau hiérarchique, l'OFS détermine, avec les services IDE annonceurs (*art. 3, al. 1, let. b, c et d*), quelles données sont reprises dans le registre IDE (*al. 2*). Cette disposition ne vaut pas pour les services IDE selon l'*art. 3, al. 1, let. a*, car les données des registres cantonaux du commerce et du registre central de l'Office fédéral du registre du commerce sont identiques. Pour chaque annonce, l'OFS est en tout cas tenu de procéder aux vérifications nécessaires afin d'assurer l'exactitude des données enregistrées. Il contrôle en outre que les données qui sont obligatoires pour l'inscription au registre IDE sont complètes. Enfin, il vérifie si l'entité annoncée n'existe pas déjà le registre IDE. A ce sujet, il intègre les services IDE dans le domaine de l'agriculture dans l'ordre inverse du flux de données. Si un doublon est constaté lors de la vérification automatique des informations (vérification qui ne retarde pas la procédure d'annonce), l'OFS n'inscrit pas l'entité dans le registre IDE et n'attribue pas de nouvel IDE. Les services IDE concernés (selon les besoins : services IDE annonceurs et/ou prioritaires, et/ou autres) sont informés de cette situation et l'IDE déjà existant leur est communiqué (*al. 3*). Cette information a en effet une grande importance pour eux.

Si aucune anomalie n'apparaît lors de la vérification automatique, l'entité est inscrite provisoirement au registre IDE et un IDE provisoire lui est attribué. Avant que l'inscription et l'IDE ne deviennent définitifs, l'OFS vérifie encore une fois les données saisies. S'il constate alors que l'IDE provisoire est en fait un doublon, il le supprime et il communique aux services IDE concernés l'IDE existant (voir les commentaires relatifs à l'*art. 6, al. 1*).

2.2 Section 2 IDE et ajout IDE

Art. 5 Structure de l'IDE

Cet article décrit la structure de l'IDE. La structure de l'IDE - soit le préfixe du pays suivi d'un bloc numérique de neuf chiffres, dont le dernier est un chiffre de contrôle - correspond à celle des numéros de l'impôt sur le chiffre d'affaires et d'autres identificateurs des pays européens ou des identificateurs utilisés par les douanes sur le plan international. Concrètement, l'IDE a la structure suivante: CHE-999.999.996.

Le préfixe « CHE » qui précède la partie numérique désigne l'IDE comme identificateur suisse sans équivoque possible (*let. a*). C'est la variante alpha-3 de la norme ISO 3166-1 (CHE) qui a été choisie pour éviter toute confusion avec d'autres numéros d'identification suisses. La partie numérique se

Rapport explicatif et commentaire de l'OIDE

compose de huit chiffres générés de manière aléatoire (*let. b*) et d'un chiffre de contrôle selon le modèle de calcul standard Modulo 11 (*let. c*). Le modulo 11 est un procédé de calcul spécifique qui génère des chiffres de contrôle.

Certaines applications ou prescriptions de l'UE exigent un identificateur d'entreprise comportant un préfixe de pays à deux caractères (norme ISO 3166-1 alpha 2 ; pour la Suisse = CH). Lorsque l'IDE sera utilisé dans un contexte international, le « CH » sera utilisé comme préfixe de pays et le « E » du préfixe de pays à trois caractères sera antéposé à la partie numérique de l'IDE (E-999.999.996), comme élément fixe.

Art. 6 Attribution de l'IDE

L'*art. 6* règle l'attribution de l'IDE. L'attribution a lieu suite à l'annonce d'une entité IDE et de ses données par un service IDE. Les services IDE procèdent à ces annonces dans le cadre de leurs contacts ordinaires avec les autorités. L'OFS attribue sans délai un IDE à chaque nouvelle entité IDE, une fois l'annonce faite par un service IDE (*al. 1*). A ce stade, il s'agit encore d'un numéro provisoire que le service IDE peut déjà communiquer à l'entité l'IDE, pendant le contact établi avec cette dernière. La nouvelle inscription est ensuite vérifiée par l'OFS. Si aucune anomalie n'est détectée, il attribue définitivement l'IDE. Avant cela, l'OFS doit encore vérifier que l'entité annoncée constitue bien une entité IDE au sens de l'*art. 3*, *al. 1*, *let. c*, LIDE et qu'elle n'est pas déjà dotée d'un IDE. En effet, l'attribution de deux IDE à une seule et même entité IDE serait en contradiction avec le principe de l'identification univoque des entreprises.

Une fois l'IDE attribué, l'entité IDE est informée par écrit de son IDE. L'OFS veille à ce que les entités IDE soient informées en même temps de leurs droits tels que spécifiés aux *art. 17* et *18* OIDE ainsi que de la signification de l'IDE et des devoirs liés à l'IDE. Ces informations sont données soit par l'OFS soit, après entente avec lui, par un service IDE, par ex. le registre des assujettis à la TVA ou un service cantonal de l'agriculture (*al. 2*).

Art. 7 Continuité de l'IDE

L'*al. 1* règle le principe de la réactivation de l'IDE d'une entité IDE marquée comme radiée dans le registre IDE lorsque l'entité en question reprend son activité antérieure. Cela signifie que la radiation de l'IDE peut être annulée et que l'entité IDE peut utiliser à nouveau l'IDE qui lui avait été attribué à l'origine. L'*al. 1* s'applique également aux entités IDE qui n'exercent aucune activité économique (comme les associations et les unités administratives) et qui reprennent leur activité antérieure. Cependant, le principe de l'*al. 1* s'applique uniquement tant que l'IDE n'est pas déjà utilisé par le registre du commerce pour l'identification d'une autre entité juridique (*al. 2*). Dans ces cas, l'entité IDE reprenant son activité antérieure se verra attribuer un nouvel IDE.

La continuité de l'IDE n'est par contre pas possible en cas de transmission des affaires d'une entreprise individuelle, car les responsabilités changent de mains. Une nouvelle inscription a alors lieu et un nouvel IDE est attribué (*al. 3*). A titre d'exemple, si la propriétaire d'un salon de coiffure reprend son activité après plusieurs années d'interruption, son ancien IDE est réactivé. Si, plus tard, elle remet son salon à un autre propriétaire, un nouvel IDE est attribué à ce salon.

Cette réglementation correspond à la pratique du registre du commerce pour les entreprises individuelles inscrites (*art. 39*, *al. 2* et *4*, Ordonnance du 17 octobre 2007 sur le registre du commerce (ORC)). Pour la continuité de l'IDE en cas de transformation, de fusion ou de scission de personnes morales, les dispositions du registre du commerce s'appliquent. L'*art. 116* de l'ordonnance sur le re-

Rapport explicatif et commentaire de l'OIDE

giste du commerce⁴ règle les cas dans lesquels un nouveau numéro d'identification est attribué et le précédent supprimé ou, éventuellement, conservé.

Art. 8 Ajout IDE

L'ajout IDE indique (par ex., sur le papier à lettres, les factures, les quittances ou d'autres imprimés) si une entité IDE est inscrite au registre du commerce ou si elle est assujettie à la TVA. Cet ajout consiste en abréviations qui sont fixées, dans les trois langues officielles, aux *al.* 1 et 2.

Le registre IDE contient des informations concernant l'inscription aussi bien au registre du commerce qu'au registre des assujettis à la TVA. L'ajout IDE est déduit de ces informations. Il peut donc toujours être consulté dans le registre IDE dans son statut actuel. Cet ajout n'est pas partie intégrante de l'IDE, car la situation en relation avec l'inscription au registre du commerce ou avec l'assujettissement à la TVA est susceptible de changement. Lors de l'échange électronique de l'IDE et de données IDE, l'ajout IDE n'est pas fourni. Son existence éventuelle se déduit des informations relatives à l'inscription au registre du commerce et/ou au registre des assujettis à la TVA. Si l'on fait figurer l'IDE sur des imprimés, on lui postposera l'ajout IDE (*al.* 3).

Les abréviations utilisées pour l'ajout IDE sont parlantes et sont fonction de la langue. Toutes les versions linguistiques figurent dans le registre IDE, mais seul s'affiche l'ajout IDE dans la langue choisie pour consulter le registre IDE. Cette langue n'a rien à voir avec la langue parlée au siège de l'entreprise.

Si une entité IDE est à la fois inscrite au registre du commerce et au registre des assujettis à la TVA, les deux ajouts correspondants sont postposés à l'IDE et séparés par une barre oblique. Si l'un ou l'autre ajout IDE n'a plus lieu d'être, il est supprimé. Si une entreprise individuelle est inscrite au registre du commerce, son IDE est complété, selon la langue, de l'ajout « RC » (en français et en italien), ou « HR » (en allemand), ce qui donne par exemple CHE-999.999.996 RC. Si elle est en outre assujettie à la TVA, son IDE est complété de l'ajout « TVA » (en français), « MWST » (en allemand) ou « IVA » (en italien): par ex. CHE-999.999.996 RC/TVA. Si cette entreprise est radiée du registre du commerce, l'ajout RC est supprimé (par, ex. CHE-999.999.996 TVA). Le numéro reste identique, seul l'ajout peut changer. Si les deux ajouts IDE coexistent, celui du registre du commerce précède celui du registre des assujettis à la TVA. Les ajouts doivent être dans la même langue.

Le registre IDE met cette information supplémentaire à disposition. La gestion de l'ajout IDE par les services IDE est toutefois facultative. Les services IDE sont cependant libres de l'échanger ou non (*al.* 4). Son utilisation par les entités IDE est elle aussi facultative, pour autant que des dispositions spéciales ne l'exigent pas (*al.* 5). Conformément à l'art. 26, al. 2, let. a, de la loi sur la TVA⁵, les entités assujetties à la TVA sont, par exemple, tenues de mentionner sur leurs factures le numéro sous lequel elles sont inscrites au registre des assujettis à la TVA. Une fois le numéro TVA remplacé par l'IDE, cette obligation sera remplie avec l'ajout « TVA », « MWST » ou « IVA ».

2.3 Section 3 Registre IDE

Art. 9 Caractères additionnels et caractères système du registre IDE

L'art. 9 répertorie les caractères additionnels (*al.* 1) et les caractères système (*al.* 2) qui sont gérés dans le registre IDE. Les caractères clés, également gérés dans le registre IDE, sont définis dans la LIDE. Ils sont en principe publics. En font partie l'IDE, l'éventuel ajout IDE, le nom, la raison de commerce ou la dénomination ainsi que l'adresse de l'entité IDE. Par adresse, on entend l'adresse offi-

⁴ RS 221.411

⁵ RS 641.20

Rapport explicatif et commentaire de l'OIDE

cielle du siège de l'entité IDE. Si une telle adresse est inexistante, l'adresse transmise aux services IDE par l'entité IDE pour publication sera alors utilisée. Font aussi partie des caractères clés, le numéro du registre du commerce et le numéro TVA tant qu'ils n'ont pas été remplacés par l'IDE. Le début et la fin de l'assujettissement à la TVA sont également indiqués. Les caractères clés comprennent en outre trois caractères relatifs au statut, qui précisent si l'entité IDE est inscrite comme entreprise active ou radiée au registre IDE (statut de l'inscription au registre IDE) ou au registre du commerce (statut de l'inscription au registre du commerce) ou si elle est assujettie à la TVA ou non (statut de l'inscription au registre des assujettis à la TVA).

Les caractères additionnels (*al. 1*) sont des données qui ne sont pas publiques, mais qui sont nécessaires aux services IDE pour identifier plus précisément les entités IDE. Ils peuvent être consultés uniquement par les services IDE.

Peuvent être gérés comme caractères additionnels:

- *la date de naissance (de personnes physiques), pour autant qu'elle soit nécessaire à une identification univoque (let. a)* : ce caractère est nécessaire en particulier dans l'agriculture. La date de naissance permet, par exemple, de distinguer le fils du père lorsque ces derniers portent le même nom et ont la même adresse, mais exploitent chacun leur propre entreprise. La date de naissance n'est relevée que si elle figure dans les banques de données des services annonceurs.
- *l'activité économique selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA, let. b)* : l'activité économique de l'entité IDE, selon la NOGA, permet de mieux l'identifier. C'est le Registre des entreprises et des établissements (REE) de l'OFS, et non le registre IDE, qui attribue le code de la NOGA. Le codage se fait à l'aide de la description de l'activité économique de l'entité IDE qui est annoncée par le service IDE. La description elle-même n'est pas gérée dans le registre IDE, à la différence du code de la NOGA.
- *la catégorie d'entité IDE (let. c)* : ce caractère différencie les entités IDE selon les modalités suivantes: entreprise individuelle, société simple, personne morale, association, fondation, succursale étrangère (sans inscription au registre du commerce), avocat, notaire, profession médicale, entité agricole ou élevage, entreprise de droit public, unité administrative. Ce caractère additionnel permet de classer et d'identifier plus rapidement une entité IDE et d'appliquer l'ordre des annonces des services IDE. Cet ordre permet de savoir quel service IDE est prioritaire pour quelle entité IDE. Une personne morale, par exemple, ne peut être annoncée que par le service IDE du registre du commerce prioritaire et les avocats ne peuvent l'être que par le service IDE du registre des avocats prioritaire.
- *les numéros d'identification suivants (let. d)*: Comme jusqu'à présent des systèmes de numérotation différents ont été utilisés pour l'identification des entreprises, le premier appariement entre le registre IDE et les fichiers de données des services IDE est complexe. Pour cette raison, il est raisonnable de gérer quelques identificateurs largement répandus afin de rendre plus facile et plus sûr l'appariement entre les divers registres. Seuls les numéros d'identification nationaux attribués par l'administration publique sont remplacés par l'IDE. Dans la mesure où ils sont connus et annoncés par un service IDE, les numéros d'identification suivants sont gérés dans le registre IDE :

Authorised Economic Operators (AEO) - Les *opérateurs économiques agréés* sont des personnes auxquelles des facilités sont accordées dans le domaine des contrôles douaniers de sécurité. Le statut d'AEO est octroyé par l'Administration fédérale des douanes, conformément à l'art. 112a ss. de l'ordonnance sur les douanes⁶ et est alloué à des personnes considérées comme fiables en ce qui concerne la sécurité de la chaîne logistique internationale. L'identification de l'AEO résulte du numéro d'identification utilisé dans le domaine des douanes.

⁶ RS 631.01

Rapport explicatif et commentaire de l'OIDE

Data Universal Numbering System (numéro D-U-N-S) - Il s'agit d'un code chiffré à 9 positions attribué et géré par un opérateur privé pour identifier les entreprises de manière univoque dans le monde entier. Le numéro D-U-N-S est utilisé et géré par divers services administratifs.

Global Location Number (GLN) - Ce numéro, attribué et géré à titre privé, est composé de 13 chiffres et identifie en particulier les entreprises et les établissements. Il est utilisé entre autres comme numéro d'identification univoque pour les professions sanitaires dans le registre des professions médicales (conformément à l'art. 4, let. m de l'ordonnance concernant le registre LPMéd). Le GLN est en conséquence particulièrement utilisé dans le domaine de la santé.

- *l'adresse de l'entité IDE différente de l'adresse du siège (let. e)* : si le registre IDE a connaissance, via le REE, d'une autre adresse plus précise que l'adresse officielle du siège, indiquée comme caractère clé, cette autre adresse est mentionnée avec les caractères additionnels. On s'assure ainsi que les services IDE disposent en tout temps d'une adresse exacte et utilisable de l'entité IDE, qu'il s'agisse de l'adresse de son domicile ou de son adresse postale. Il est également possible d'enregistrer des adresses e-mail ou web, susceptibles de faciliter l'échange d'informations entre services IDE ou avec les entités IDE concernées. Un caractère est enregistré en plus de l'adresse : il informe si l'adresse du siège qui est indiquée comme caractère clé est valable, c'est-à-dire si l'entreprise peut être jointe à cette adresse.

- *l'indication de la succursale conformément à l'inscription au registre du commerce, le cas échéant (let. f)* : en général, l'IDE est attribué à une entreprise (comme entité juridique) et non aux unités qui la composent. Font exception les succursales inscrites au registre du commerce. Un IDE leur est aussi attribué de façon que le numéro du registre du commerce puisse être entièrement remplacé par l'IDE. Ce caractère permet de savoir si l'entité IDE est une entreprise ou une succursale inscrite au registre du commerce.

- *le statut IDE détaillé (let. g)* : en plus du statut IDE enregistré à titre de caractère clé, un statut IDE détaillé est mentionné comme caractère additionnel. Celui-ci donne plus d'informations aux services IDE sur l'état de l'inscription d'une entité IDE dans le registre IDE. Il se compose de 6 statuts différents, à savoir: provisoire, en réactivation, définitif, en mutation, radié, définitivement radié, annulé et mutation rejetée.

- *la raison de la radiation du registre IDE (let. h)* : la raison de la radiation renseigne les services IDE sur les causes de la radiation de l'entité IDE du registre IDE. On distingue, par exemple, fusion par absorption, fusion par combinaison, cessation des affaires/ scission/ parti à la retraite/ reprise d'une activité salariée, pas d'autorisation, transmission des affaires, fin du consortium/ fin du projet/ fin de la manifestation/ fin de l'activité en Suisse, décès du propriétaire, doublon/erreur. Ainsi, si une entité IDE est radiée du registre IDE pour cause de doublon, il appartient au service IDE d'identifier la double inscription dans son fichier de données et de procéder à la correction nécessaire. Dans le cas des fusions, en particulier, la raison de la radiation est un important caractère d'identification, car elle informe de l'existence ultérieure d'une entité IDE.

- *l'accès public des données relatives aux caractères clés (let. k)* : ce caractère indique si les caractères clés d'une entité IDE sont publics ou, au contraire, s'ils ne sont pas accessibles. Leur accès est public si l'entité IDE a expressément donné son accord à la publication de ses données ou si elle est déjà enregistrée dans un fichier de données public (par ex. registre du commerce).

- *les services IDE qui ont communiqué les données de l'entité IDE (let. l)* : cette information précise quels services ont communiqué des données sur l'entité concernée, indépendamment du niveau hiérarchique ou de l'ordre des priorités. La totalité des services IDE qui ont fourni des informations sur une entité IDE est ainsi connue, ce qui permet de savoir à qui adresser des demandes de renseignement ou des communications.

Rapport explicatif et commentaire de l'OIDE

- *l'IDE valable en cas de suppression d'un doublon (let. m)*: comme il n'y avait pas jusqu'à présent d'identificateur unique et univoque pour les entreprises, il se peut que, lors de la première inscription dans le registre IDE de données des services IDE, l'appariement de ces dernières pose problème. Durant la période d'introduction de l'IDE et de mise en service du registre IDE, en particulier, il pourra ainsi arriver que certaines entreprises soient dotées de deux IDE définitifs. En pareil cas, il faudra supprimer l'un des deux. Pour que tous les services IDE sachent quel IDE continuer à employer, l'IDE valable (c.-à-d. celui qui continuera d'être utilisé) est indiqué dans l'enregistrement supprimé.

En plus des caractères additionnels susmentionnés, sont également gérées la date de la première inscription au registre du commerce et la date de la radiation de ce même registre (*let. i et j*).

Les caractères système (*al. 2*) sont uniquement des caractères de nature technique et organisationnelle, nécessaires à la tenue du registre IDE. Il s'agit de la date de l'inscription au registre IDE (*let. a*), celles de la dernière modification (*let. c*) et de la radiation (*let. e*). Sont également enregistrés le service IDE qui a annoncé la dernière modification de données IDE (*let. d*) et la cessation de l'activité économique de l'entité IDE ou sa radiation du registre IDE (*let. f*). Sont en outre gérés l'IDE et la description du service IDE prioritaire, au sens de l'art. 3, al. 1, pour la dernière annonce (*let. b*). A l'instar du caractère additionnel « catégorie d'entité IDE », cette dernière information sert à garantir une transmission correcte des annonces. La combinaison de ces deux caractères sert à déterminer si un service IDE est prioritaire pour une entité IDE, ce qui garantit la bonne application de cet ordre prioritaire et des fonctions qui lui sont attachées. Sont gérés les types de service IDE suivants : registre cantonal du commerce, registre cantonal de l'agriculture, registre des professions médicales, registre cantonal des avocats, registre cantonal des notaires, caisse de compensation AVS ou registre cantonal des contributions/finances, registre des assujettis à la TVA, registre cantonal des entreprises ou de l'administration, registre communal des entreprises ou de l'administration, système d'information central sur la migration (SYMIC), système d'information en matière de placement et de statistique du marché du travail (registre PLASTA), base de données de l'Administration fédérale des douanes, REE, annuaire des autorités de la Chancellerie fédérale.

Pour des raisons techniques et organisationnelles, les caractères système sont encore complétés de quelques informations sur les services IDE: par exemple, celle précisant si l'entité IDE constitue un service IDE (*let. h*), ou si le service IDE est autorisé à annoncer de nouvelles entités administratives et les mutations les concernant (*let. i*) et si les données communiquées par le service IDE peuvent être rendues accessibles au public comme il s'agit d'un registre accessible au public (*let. j*). Enfin, l'OFS a la possibilité d'indiquer la mention « à usage interne » (*let. g*) dans le cas d'entités IDE provisoires, ce qui a pour conséquence de bloquer l'accès à toutes les données de ces entités aux services IDE.

Cette fonction est particulièrement précieuse en cas de migration.

Il est important de préciser que les services IDE doivent uniquement livrer à l'OFS les caractères clés et les caractères additionnels qu'ils gèrent dans leurs fichiers de données. Si un service IDE n'a par exemple pas connaissance du numéro du registre du commerce d'une entité IDE, il n'est pas contraint de livrer cette information à l'OFS. Aussi, les services IDE n'ont pas à livrer de caractères système à l'OFS. Ces caractères sont générés et gérés automatiquement par le registre IDE.

Art. 10 Exploitation et coûts

Conformément aux *al. 1* et *2*, l'OFS est tenu d'assurer l'exploitation du système IDE et de prendre en charge les coûts d'exploitation et de développement technique du registre IDE. Cela signifie que le registre IDE et les interfaces standardisées visées à l'art. 21, al. 2 doivent être en tout temps opérationnels. Le système IDE doit constamment être en mesure d'enregistrer de nouvelles données, d'attribuer sans délai l'IDE et de gérer correctement les données du registre IDE. L'OFS met par conséquent l'infrastructure nécessaire à disposition des services IDE pour leur permettre d'exécuter

leurs tâches et il prend en charge les coûts de mise en place et de développement de cette infrastructure. L'exploitation du registre IDE comprend, outre la mise à disposition de l'infrastructure, la gestion des données (saisie, plausibilisation, administration, mutations), la fourniture de renseignements et d'informations, ainsi que l'assistance aux services IDE et aux personnes privées pour les requêtes par lots et l'appariement des registres. Elle ne comprend par contre pas les communications faites par les services IDE au sens de l'art. 9, al. 1 et 2, LIDE. Ces travaux sont effectués par ces services IDE dans le cadre de leurs contacts ordinaires avec les entreprises. Les services IDE n'ont pas à relever de données supplémentaires, ils doivent uniquement communiquer les données IDE qu'ils gèrent dans leurs banques de données ou qu'ils collectent au cours de leurs contacts administratifs. Les services IDE quant à eux assument les coûts occasionnés par l'adaptation de leurs logiciels et la connexion aux interfaces standardisées (*al. 3*).

2.4 Section 4 Numéro administratif

Art. 11 Structure du numéro administratif

Certains services IDE (cf. art. 12), chargés de tâches administratives, doivent pouvoir identifier de manière univoque des entités qui ne constituent pas des entités IDE. Ces entités se voient alors attribuer un numéro administratif à la place de l'IDE (art. 3, al. 1, let. e, LIDE). Le numéro administratif est structuré comme l'IDE, mais il s'en différencie par un autre préfixe : « ADM » au lieu de « CHE » (*al. 1, let. a*). Comme il s'agit d'un numéro à usage interne de l'administration, il n'est pas nécessaire que le préfixe réponde aux normes internationales. Les *let. b* et *c* fixent la structure de la partie numérique du numéro administratif. Cette partie numérique se compose de huit chiffres attribués de manière aléatoire et d'un chiffre de contrôle selon la norme Modulo 11. Le numéro administratif est généré à partir de la même séquence de chiffres que l'IDE et la partie numérique n'est attribuée qu'une fois. L'IDE et le numéro administratif proviennent ainsi du même univers de chiffres, mais il ne peut pas y avoir simultanément un numéro administratif et un IDE qui ont la même partie numérique (*al. 2*).

Art. 12 Attribution du numéro administratif

L'Administration fédérale des contributions (AFC), pour la gestion du registre des assujettis à la TVA, et les caisses de compensation AVS peuvent annoncer à l'OFS des entités administratives pour les faire enregistrer dans le registre IDE (*al. 1*). Cette disposition permet à ces services IDE d'attribuer à toutes les entités qu'ils gèrent un identificateur structuré de manière identique et de gérer ainsi un système de numérotation homogène. Les processus administratifs s'en trouveront largement simplifiés. Il n'y a aucune obligation à gérer des numéros administratifs. Il est aussi possible, mais pas obligatoire, d'attribuer un numéro administratif aux personnes qui ne sont plus tenues de payer des cotisations AVS et dont certaines peuvent avoir commencé à cotiser il y a 60 ans, au début du système de décompte.

Si d'autres services IDE peuvent prouver qu'ils ont besoin d'un numéro administratif pour gérer dans leurs registres des entités qui ne sont pas des entités IDE, l'OFS peut aussi les autoriser à gérer des entités administratives (*al. 2*). L'autorisation est traitée de manière restrictive pour éviter une réglementation trop complexe. Conformément à l'*al. 3*, le nom, la raison de commerce ou la dénomination et l'adresse de l'entité administrative, au moins, doivent être indiqués pour qu'un numéro administratif puisse être attribué. La communication des caractères nécessaires à l'attribution d'un numéro administratif peut se faire par les mêmes interfaces que les annonces concernant les entités IDE, soit Web-GUI, Web Service et FlatFile et, pour la transmission des données, via sedex (voir le commentaire de l'art. 21). L'OFS tient une liste des services IDE autorisés à gérer des entités administratives. Cette

liste est destinée à un usage interne à l'administration (en premier lieu pour la gestion des droits d'accès) et n'est accessible qu'à l'OFS.

Art. 13 Transformation d'une entité administrative en entité IDE

L'art. 13 règle un cas spécial d'attribution de l'IDE. Si une entité administrative devient une entité IDE (al. 1), la partie numérique reste identique et le préfixe « ADM » est remplacé par le préfixe « CHE » (al. 2). Prenons le cas d'une entreprise étrangère qui n'a pas de siège en Suisse et qui n'est pas assujettie à la TVA suisse, mais qui est autorisée à déduire l'impôt préalable. Sans correspondre à la définition des entités IDE, cette entreprise doit néanmoins pouvoir être identifiée de manière univoque. Elle reçoit dès lors un numéro administratif. Si cette entreprise ouvre un siège en Suisse ou devient assujettie à la TVA, un IDE doit lui être attribué. Le numéro administratif déjà existant pour la déduction de l'impôt préalable est alors transformé en IDE, à condition que la « nouvelle » entité constitue véritablement une entité IDE au sens de l'art. 3, al.1, let. c, LIDE. Si ce n'est pas le cas, la transformation n'est pas opérée. L'inverse, soit la transformation d'un IDE en numéro administratif n'est jamais possible. Si l'IDE est marqué comme radié, il reste public pour les entités IDE pendant 10 ans au plus, conformément à l'art. 12, al. 2, LIDE et ne peut pas être réutilisé avec un autre préfixe (ADM).

Art. 14 Caractères des entités administratives gérées dans le registre IDE

A part le numéro administratif, aucun autre caractère que ceux admis pour les entités IDE n'est enregistré dans le registre IDE sur les entités administratives. Abstraction faite des caractères obligatoires pour l'inscription (art. 12, al. 3), les services IDE sont libres de décider quels caractères ils enregistrent en plus, parmi ceux qui sont admis et qui sont nécessaires à l'identification. Ce sont les services IDE eux-mêmes qui sont responsables de l'annonce d'entités administratives et des mutations à effectuer.

Art. 15 Traitement des données des entités administratives dans le registre IDE

Les données gérées dans le registre IDE au sujet d'une entité administrative ne peuvent être saisies, modifiées ou effacées que par l'OFS. L'OFS agit à la demande du service IDE qui gère cette entité administrative dans son registre, ou qui est compétent en la matière à ce moment là. En d'autres termes, un service IDE peut déléguer, si nécessaire, à un autre service la compétence qu'il exerce sur une entité administrative. Cela signifie qu'aucun autre service IDE que celui qui exerce actuellement la compétence n'est autorisé à faire modifier les données de l'entité administrative en question. Si, par exemple, une entité administrative est annoncée par la caisse de compensation AVS du canton de Berne, la caisse de compensation AVS du canton de Fribourg ne peut pas demander la modification de cette inscription à l'OFS, même si elle est autorisée à consulter les données. Il incombe aux services IDE annonceurs de s'adresser à l'OFS pour faire mettre à jour et gérer les données de l'entité administrative.

Art. 16 Consultation des données des entités administratives dans le registre IDE

Les services IDE qui gèrent des entités administratives dans leurs registres peuvent demander à l'OFS d'accorder à d'autres services IDE le droit de consulter les caractères clés et les caractères additionnels desdites entités, à condition que des dispositions spécifiques le prévoient (al. 1). Ils annoncent ces services IDE à l'OFS afin que celui-ci leur accorde les droits de consultation correspondants. Cette disposition permet par exemple aux caisses AVS de demander à l'OFS que les services fiscaux cantonaux puissent accéder aux données de leurs entités administratives, car ces derniers travaillent aujourd'hui avec le numéro de décompte AVS et devront le faire à l'avenir avec le numéro administratif. L'OFS vérifie la légalité de la demande et fournit les conditions techniques pour l'octroi du droit de consultation (al. 2). De plus, l'OFS tient une liste des services IDE auxquels le droit de

consulter les données d'entités administratives est accordé. Cette liste est destinée à un usage interne et n'est accessible qu'à l'OFS.

2.5 Section 5 Publication des données et protection des données

Art. 17 Droit de renseignements et de rectification des entités IDE et des entités administratives

Cette disposition précise les droits des entités IDE et des entités administratives qui découlent de la législation sur la protection des données. L'*al. 1* fixe que les entités IDE peuvent demander à l'OFS des renseignements sur leurs données IDE. Cela signifie, par exemple, que des entités IDE peuvent demander un extrait des données qui sont enregistrées à leur sujet, qu'il s'agisse des caractères clés, des caractères additionnels ou des caractères système. Conformément à l'*al. 1*, les entités IDE ont la possibilité de demander la rectification de leurs données IDE à l'OFS. Outre l'OFS, les services IDE prioritaires au sens de l'art. 3, al. 1, sont à la disposition des entités IDE pour rectifier les données de ces dernières (al. 2). Cependant, le service IDE contacté n'est pas toujours en mesure d'annoncer lui-même la rectification à effectuer. Il doit alors transmettre la demande de rectification au service IDE prioritaire, conformément à l'art. 3, al. 1. Les rectifications de données IDE relatives à des entités IDE inscrites dans un registre cantonal du commerce doivent impérativement être faites par l'intermédiaire du registre du commerce (al. 3). La rectification de ces données IDE – rectification selon le principe de la réquisition au sens de l'art. 15 ORC – ne peut être effectuée que par le registre du commerce. L'OFS ne peut modifier des données IDE relatives à une entité IDE inscrite au registre du commerce ni à la demande d'un autre service IDE ni à la demande de l'entité IDE elle-même. Les entités administratives peuvent elles aussi demander des renseignements sur les données enregistrées sur elles dans le registre IDE et les faire rectifier. Elles s'adresseront au service IDE qui les gère, elles et leurs données (al. 4).

Art. 18 Droit de consultation des entités IDE

Les entités IDE peuvent consulter leurs propres données IDE et accéder aux caractères clés des entités IDE au sens de l'art. 11, al. 3, LIDE et ont en outre la possibilité de consulter les données IDE enregistrées à leur sujet (al. 1). Les entités IDE peuvent consulter les caractères clés, les caractères additionnels et les caractères système les concernant à l'aide du nom d'utilisateur et du mot de passe qui leur ont été attribués et grâce à un accès Internet sécurisé (al. 2). Elles ont en outre la possibilité de transmettre à l'OFS via cet accès leurs adresses e-mail et web, adresses demandées pour les échanges administratifs. L'OFS vérifie les informations qui lui ont été transmises et les inscrit dans le registre IDE comme caractères additionnels. Via cet accès, l'entité IDE peut également communiquer à l'OFS qu'elle l'autorise à publier ses caractères clés.

Art. 19 Droit de consultation des services IDE

Les services IDE ont un accès illimité aux caractères clés et aux caractères additionnels de toutes les entités IDE, même dans les cas où l'accès aux caractères clés est bloqué pour le public.

Art. 20 Communication de l'IDE dans le cadre de requêtes par lots

En vertu de l'art. 11, al. 2, LIDE, l'IDE peut être publié à certaines conditions dans le cadre de requêtes par lots. Cet article règle les modalités d'une telle communication. Conformément à l'*al. 1*, une demande écrite, sur papier ou par voie électronique, doit être adressée à l'OFS pour une requête par lots. En plus de la demande elle-même, une liste de noms, raisons de commerce ou dénominations et d'adresses, complétée éventuellement d'autres caractères, doit être fournie sous forme électronique

Rapport explicatif et commentaire de l'OIDE

afin d'être appariée avec le registre IDE et ainsi complétée avec les IDE. Aucun autre caractère que l'IDE n'est communiqué au requérant. Conformément à l'*al.* 2, l'OFS publie sur Internet les prescriptions techniques à respecter pour les requêtes par lots (par ex. format et structure des données à livrer). Les requêtes par lots peuvent être adressées par les services IDE, les entités IDE, l'administration publique et les personnes privées.

Pour éviter toute utilisation abusive, la communication de l'IDE dans le cadre de requêtes par lots déposées par des personnes privées est soumise à des restrictions. Premièrement, une telle requête n'est autorisée que si ces personnes gèrent déjà ces entités IDE dans leurs fichiers (*al.* 3). Deuxièmement, seuls sont communiqués les IDE qui figurent dans un registre public ou dont la publication a été autorisée (*al.* 4).

Les requêtes par lots sont payantes pour toutes les personnes privées qui ne sont pas des services IDE. Les émoluments sont fixés sur la base de l'ordonnance sur les émoluments et indemnités perçus pour les prestations de services statistiques des unités administratives de la Confédération⁷ (*al.* 5). Ils sont calculés en règle générale sur la base du temps investi.

Art. 21 Protection des données

Conformément à l'*al.* 1, les données IDE et les données des entités administratives ne peuvent être utilisées qu'aux fins prévues par la loi, c'est-à-dire pour identifier des entités IDE, respectivement des entités administratives. Cette disposition a pour but d'éviter toute utilisation abusive de l'IDE. Les services IDE ne sont par exemple pas autorisés à publier les caractères additionnels d'entités IDE ni à les transmettre à des tiers à des fins commerciales.

Le registre IDE contient la totalité des entités IDE avec les caractères nécessaires à l'identification de ces dernières, à la gestion du registre ainsi qu'à l'attribution et à l'utilisation de l'IDE. Pour des raisons liées au mode d'utilisation et à la protection des données, les caractères ont été répartis en trois groupes, ce qui permet de définir les droits d'accès à chacun d'eux: les caractères clés, les caractères additionnels et les caractères système. L'OFS règle les droits d'annonce et les droits de consultation du registre IDE pour les différents acteurs. Les droits sont présentés dans le tableau ci-dessous.

	OFS	Services IDE	Entités IDE**)	Public
Caractères clés	consulter et traiter	consulter et annoncer	consulter*)	consulter*)
Caractères additionnels	consulter et traiter	consulter et annoncer	pas d'accès***)	pas d'accès
Caractères système	consulter et traiter	pas d'accès	pas d'accès	pas d'accès

*) Pour autant que la publication des caractères clés soit autorisée conformément à l'art. 11, al. 3, LIDE.

**) Les entités IDE peuvent consulter leurs propres données via un accès Internet sécurisé.

***) Les entités IDE peuvent communiquer à l'OFS leurs adresses e-mail et web ainsi que l'autorisation de publier leurs caractères clés.

L'*al.* 2 dispose que l'échange de données entre l'OFS et les services IDE se fait par voie électronique. L'OFS met à disposition des interfaces standardisées pour l'échange électronique de données (annonces et consultations des données IDE ou administratives). Ces interfaces sont au nombre de quatre pour répondre aux besoins des divers services IDE: Web-GUI, Web Service, FlatFile et sedex. Les services IDE peuvent choisir eux-mêmes l'interface qu'ils utiliseront pour transmettre ou recevoir les annonces. L'interface Web-GUI peut être utilisé sans devoir adapter ni développer une nouvelle in-

⁷ RS 431.09

Rapport explicatif et commentaire de l'OIDE

frastructure TI. L'OFS fixe les directives à suivre pour transmettre les données en collaboration avec les services IDE.

L'al. 3 précise que l'OFS fait respecter les dispositions en matière de protection des données et le garantit au moyen d'un concept de contrôle. Les instructions relatives à la transmission des données doivent être conformes aux prescriptions techniques et organisationnelles de la Confédération (al. 4).

Art. 22 Conservation des données des entités IDE et des entités administratives radiées

Lorsqu'une entité IDE est marquée comme radiée dans le registre IDE, ses données restent accessibles sur Internet pendant dix ans au plus. Ce délai est nécessaire pour garantir, aussi pour le public, la traçabilité des entités IDE enregistrées et la possibilité de les identifier dans le futur, même si elles ne sont plus actives. Les données des entités IDE marquées comme radiées peuvent, à partir de la date de radiation, être conservées pendant une période de trente ans au maximum. Comme cela, au terme du délai de dix ans, les services IDE continuent d'avoir accès pendant vingt ans aux caractères clés et caractères additionnels des entités IDE marquées comme radiées pour l'accomplissement de leurs tâches et un meilleur archivage. Les entités administratives marquées comme radiées sont conservées pendant une période de trente ans au maximum. Pendant cette période, les données des entités administratives marquées comme radiées demeurent visibles pour les services IDE autorisés ainsi que pour l'OFS (al. 1).

Au plus tard au terme de ce délai de trente ans, l'OFS mettra à la disposition des archives fédérales les données des entités IDE et des entités administratives concernées puis les écrasera. Cela signifie que les données IDE et les données des entités administratives seront définitivement effacées du registre IDE et que ni les services IDE, ni l'OFS ne pourront plus y accéder (al. 2).

2.6 Section 6 Dispositions finales

Art. 23 Modification du droit en vigueur

Il est nécessaire de modifier le droit en vigueur en particulier si des termes utilisés jusque-là dans la législation doivent être adaptés, s'il faut garantir que les données nécessaires à l'attribution de l'IDE soient relevées et qu'elles soient rendues accessibles au registre IDE. Sur la base de ces critères, les ordonnances suivantes sont modifiées :

- l'ordonnance du 12 avril 2006 sur le système d'information central sur la migration (ordonnance SY-MIC);
- l'ordonnance du 22 août 2007 sur la surveillance de la révision;
- l'ordonnance du 17 octobre 2007 sur le registre du commerce;
- l'ordonnance du 30 juin 1993 sur le Registre des entreprises et des établissements;
- l'ordonnance du 15 octobre 2008 concernant le registre LPMéd;
- l'ordonnance du 1^{er} novembre 2006 sur le système d'information en matière de placement et de statistique du marché du travail (ordonnance PLASTA);
- l'ordonnance du 31 octobre 1947 sur l'assurance-vieillesse et survivants.

Le champ d'application de l'ordonnance du 25 juin 2003 sur les émoluments et indemnités perçus pour les prestations de services statistiques des unités administratives de la Confédération est en outre étendu pour régler la question des émoluments liés aux requêtes par lots adressées au registre IDE.

Les adaptations sont apportées dans l'annexe de la présente ordonnance.

Art. 24 Dispositions transitoires relatives à l'introduction de l'IDE

L'art. 17, al. 1, LIDE accorde aux services IDE cinq ans au maximum à compter de l'entrée en vigueur de la loi pour introduire l'IDE. Il est toutefois nécessaire de raccourcir ce délai à trois ans pour certains registres de façon à tirer le plus rapidement possible profit de l'IDE et de faciliter aux services IDE l'introduction de cet identificateur. Il s'agit de registres qui contiennent une grande proportion des données qui constitueront le registre IDE ou qui sont importants pour l'exactitude des données de ce registre. L'art. 17, al. 2, LIDE, délègue au Conseil fédéral la compétence de désigner ces registres. Les registres nécessaires à la complétude et la bonne exploitation du registre IDE et dont les services IDE compétents sont tenus en priorité d'introduire l'IDE dans un délai de 3 ans sont énumérés à l'al. 1 : les registres cantonaux du commerce (*let. a*), l'Office fédéral du registre du commerce (*let. b*), les registres cantonaux de l'agriculture (*let. c*), le registre de l'Office fédéral de l'agriculture (*let. d*), le registre des professions médicales (*let. e*), les registres cantonaux des avocats (*let. f*), le registre des assujettis à la TVA (*let. g*), le Registre des entreprises et des établissements de l'OFS (*let. h*). Ces services IDE devront avoir introduit l'IDE au plus tard le 31 décembre 2013. Tous les autres services IDE ont jusqu'au 31 décembre 2015 pour introduire l'IDE (*al. 2*). En principe, les modifications du droit en vigueur qui sont réglées dans l'annexe entreront en vigueur à la même date que la présente ordonnance. En raison de l'introduction par étape de l'IDE, l'al. 3 autorise toutefois l'utilisation, jusqu'à la date de cette introduction, des termes employés actuellement dans les ordonnances correspondantes. Ainsi, si un registre cantonal du commerce n'est pas encore passé à l'IDE, il n'aura pas besoin d'employer le terme « numéro d'identification des entreprises ».

Art. 25 Disposition transitoire relative au service de coordination

En vertu de l'art. 18 LIDE, chaque canton est tenu de désigner un service qui servira d'interlocuteur à l'OFS pendant la phase d'introduction de l'IDE. Ce service informera régulièrement l'OFS de l'avancement de l'introduction et coordonnera les travaux de façon à permettre l'introduction de l'IDE dans les délais. Il fera office premièrement de service d'information sur l'IDE dans son canton, deuxièmement de service de planification pour l'introduction dans les délais de l'IDE et, troisièmement, de service de contact entre le canton et l'OFS. Dans l'idéal, le service de coordination devrait ainsi être un service transversal, comme par exemple le service administratif jouant le rôle de coordinateur des projets cantonaux de cyberadministration.

Art. 26 Dispositions transitoires relatives à la modification du numéro du registre du commerce

Cet article fixe les règles à observer lors du remplacement par l'IDE des numéros actuels du registre du commerce. Toutes les entités juridiques inscrites sous forme électronique au registre du commerce sont enregistrées dans le Registre des entreprises et des établissements de l'OFS. Sur la base de ces données, l'OFS attribue un IDE à chacune de ces entités juridiques (*al. 1*). Conformément à l'al. 2, l'OFS est tenu de communiquer les IDE attribués aux registres cantonaux du commerce, à l'Office fédéral du registre du commerce et à la Feuille officielle suisse du commerce (FOSC). L'IDE des entités juridiques actives inscrites au registre du commerce est publié par voie électronique dans la FOSC et remplace ainsi le numéro du registre du commerce. La publication dans la FOSC a lieu après entente avec les offices cantonaux du registre du commerce et une fois seulement que ces derniers ont signalé avoir créé les conditions techniques nécessaires pour gérer l'IDE dans leurs fichiers de données et remplacer le numéro du registre du commerce (*al. 3*).

Art. 27 Entrée en vigueur

L'ordonnance entrera en vigueur le 1^{er} avril 2011.

Annexe (art. 23)

Ordonnance SYMIC (RS 142.513)

L'*al. 4* ajouté à l'*art. 13* permet à l'Office fédéral des migrations de rendre accessibles au registre IDE les données relevées par les employeurs. Seules sont échangées les données sur des entreprises conformément à la LIDE.

Ordonnance sur la surveillance de la révision (RS 221.302.3)

Dans les *art. 19, let. g, 20, let. a, et 21, al. 3. let. b*, le terme « numéro d'identification » est chaque fois remplacé par « numéro d'identification des entreprises ».

Ordonnance sur le registre du commerce (RS 221.411)

Dans tout l'acte, le terme « numéro d'identification » est remplacé par « numéro d'identification des entreprises ».

Selon l'actuel *art. 9*, les inscriptions cantonales au registre journalier sont reportées dans le registre principal le jour de leur publication dans la feuille officielle suisse du commerce (FOSC). L'*art. 34 ORC* prévoit en revanche que les inscriptions au registre journalier déploient leurs effets juridiques dès leur approbation par l'Office fédéral du registre du commerce (env. 3 jours avant la publication). L'*art. 10* prévoit d'ailleurs que les inscriptions au registre journalier sont publiques dès cette approbation; les extraits "anticipés" (avant publication) sont d'ailleurs remis aux personnes qui le demandent, en vertu de l'*art. 11*. Cette publicité différenciée est insatisfaisante et conduit à des informations contradictoires selon le canal de données choisi. Il y a lieu de permettre aux autorités cantonales de reporter les inscriptions dans le registre principal dès qu'elles déploient leurs effets juridiques, c'est-à-dire dès l'approbation de l'Office fédéral du registre du commerce et non dès la publication dans la FOSC. L'amélioration de l'actualité du registre profitera aux personnes qui consultent le registre du commerce et permettra de publier plus rapidement les informations d'identification des entreprises (y compris le numéro d'identification des entreprises). En ce qui concerne l'opposabilité des inscriptions au registre du commerce aux tiers, il faut relever que l'*art. 932* du code des obligations reste applicable et que la publication dans la feuille officielle suisse du commerce reste déterminante.

La nouvelle version de l'*art. 39 ORC* clarifie les règles à appliquer. L'*al. 2* se limite à l'énonciation qu'en cas de décès du titulaire de l'entreprise individuelle, un héritier doit requérir la radiation. Le nouvel *al. 4* (principe réglé jusqu'à présent dans l'*al. 2*) règle que si l'activité se poursuit suite au décès de l'ancien titulaire, de la cessation de l'activité ou de la reprise de l'activité, le nouveau titulaire (en sa qualité de nouveau propriétaire) requiert l'inscription de l'entreprise individuelle.

L'*art. 116, al. 1*, dispose qu'un IDE est attribué à chaque entité juridique inscrite au registre du commerce au plus tard lors de l'inscription au registre journalier, pour autant qu'elle n'en soit pas déjà dotée. Les *art. 149 et 150* règlent la procuration non commerciale et l'indivision. Bien qu'il ne s'agisse pas d'entreprises au sens habituel du terme, elles sont inscrites au registre du commerce et se voient par conséquent attribuer un IDE. Dans les *art. 149, al. 2, let. d et 150, al. 3, let. e*, il est par conséquent ajouté que l'inscription au registre du commerce mentionne également le « numéro d'identification des entreprises ».

Ordonnance sur les émoluments et indemnités perçus pour les prestations de services statistiques des unités administratives de la Confédération (RS 431.09)

L'extension du champ d'application au sens de l'*art. 1, let. h*, selon laquelle ladite ordonnance s'applique aussi aux requêtes par lots adressées au registre IDE, permet de faire entrer les presta-

Rapport explicatif et commentaire de l'OIDE

tions fournies en relation avec l'IDE dans le champ d'application de cette ordonnance. Les tarifs correspondent à la réglementation en vigueur. Ils sont calculés pour l'essentiel sur la base du temps investi.

Ordonnance sur le Registre des entreprises et des établissements (RS 431.903)

L'*art. 3, al. 2*, est complété de la *let. q*. Ainsi, le numéro d'identification des entreprises (IDE) est ajouté à la liste exhaustive des données qui figurent dans le registre des entreprises et des établissements (REE). L'*art. 4* contient la liste des sources de données qui alimentent le REE. La LIDE prévoyant un échange de données entre le registre IDE et le REE, le registre IDE est ajouté comme autre source de données à l'*art. 4, let. o*. L'*art. 11, al. 2*, contient la liste des services publics qui sont autorisés à accéder au REE à d'autres fins que statistiques. Le registre IDE est ajouté à cette liste, à la *let. a^{bis}*, pour qu'il puisse avoir accès au REE. La modification correspondante des droits d'accès est également apportée dans l'annexe de l'ordonnance sur le Registre des entreprises et des établissements.

Ordonnance concernant le registre LPMéd (RS 811.117.3)

La *let. d*, ajoutée à l'*art. 5*, oblige l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) à inscrire dans le registre des professions médicales le numéro d'identification des entreprises. La modification de l'*art. 19, al. 1*, permet à l'OFSP de communiquer à l'OFS, en plus des données publiques, la date de naissance des personnes relevant des professions médicales et enregistrées comme entités IDE. Cette date est enregistrée avec les caractères additionnels du registre IDE et n'est de ce fait pas publique. La modification correspondante des droits d'accès est également effectuée dans l'annexe de l'ordonnance concernant le registre LPMéd.

Ordonnance PLASTA (RS 823.114)

L'*art. 6a*, nouveau, permet l'échange de données sur des entreprises entre le système PLASTA et le registre IDE. Seules sont échangées des données sur les entreprises visées par la LIDE.

Ordonnance sur l'assurance-vieillesse et survivants (RS 831.101)

L'ancienne disposition prévoyait l'attribution par la caisse de compensation d'un numéro de relevé de compte à chaque personne tenue de payer des cotisations. Conformément au nouveau texte, la caisse communique un numéro d'identification des entreprises ou un numéro administratif ou attribue un numéro de décompte aux personnes tenues de payer des cotisations. Cette modification permet de tenir compte du besoin des caisses de compensation de pouvoir utiliser un numéro administratif sur les décomptes établis avec des entités qui ne sont pas des entités IDE.